

PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens
Service du développement territorial
Bureau de l'aménagement durable

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Mise en demeure à l'encontre
de la SARL CHANFRAU Recyclage**

Commune de SEMEAC

LE PREFET DES HAUTES-PYRENEES,

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1-I qui dispose que :

« I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;

2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires..... » ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1992 autorisant la SARL Chanfrau à exploiter une installation de démontage de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de SEMEAC ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 délivrant l'agrément à la SARL Chanfrau Recyclage pour effectuer la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage ;

VU les attestations de conformité délivrées par la société AFNOR Certification les 2 avril 2010 et 15 avril 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 juillet 2011 ;

CONSIDERANT que le contrôle de la conformité des installations ne porte pas sur les dispositions des arrêtés préfectoraux applicables aux installations ;

CONSIDERANT l'absence de retrait des véhicules hors d'usage des batteries, des réservoirs de gaz liquéfiés, des composants susceptibles d'exploser, des composants contenant du mercure, des éléments mentionnés comme devant être démontés en application de l'article R318-10 du Code de la route, des composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium, des pneumatiques, des composants volumineux en matières plastiques et du verre ;

CONSIDERANT les risques liés à cette pratique ;

CONSIDERANT les dispositions de l'article L 514-1-I du Code de l'Environnement visées ci-dessus ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La SARL Chanfrau Recyclage est mise en demeure, sous un délai **de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de faire réaliser une vérification de la conformité de son installation aux dispositions des arrêté préfectoraux du 18 juin 2008 et du 6 janvier 1992 par un organisme tiers.

ARTICLE 2 :

La SARL Chanfrau Recyclage est mise en demeure sous un délai **de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions des points 1 et 2 du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 en retirant des véhicules hors d'usage, les batteries, les réservoirs de gaz liquéfiés, les composants susceptibles d'exploser, les composants contenant du mercure, les éléments mentionnés comme devant être démontés en application de l'article R 318-10 du Code de la route, les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium, les pneumatiques, les composants volumineux en matière plastique, le verre.

ARTICLE 3 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de SEMEAC, pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le Maire de cette commune.

ARTICLE 5 : Délai et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant peut tenter un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) :

- gracieux, adressé au Préfet des Hautes-Pyrénées ;
- hiérarchique, adressé au Ministre chargé des installations classées.

Dans les deux cas, le silence de l'administration vaut décision de rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

L'exploitant peut également présenter un recours contentieux contre cette décision, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte administratif lui a été notifié, auprès du Tribunal Administratif sis Villa Noullobos, 50, cours Lyautey – B.P. n° 543 - 64010 Pau Cedex.

ARTICLE 6 :

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,
Mme le Maire de la commune de SEMEAC,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée :

- pour notification, à:

- M. le Directeur de la SARL « Chanfrau Recyclage » ;

- pour information, à :

- M^{le} le Procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Tarbes ;
- Mme la Directrice Départementale de la Sécurité Publique.

TARBES, le 21 juillet 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,




Marie-Paule DEMIGUEL